



*Rev
Comité*

LETTRES PATENTES

D U R O I,

*Sur un Décret de l'Assemblée Nationale, du 16
Juillet 1790, relatif à l'aliénation aux Municipi-
palités, de Quatre cents millions de Domaines
Nationaux.*

Données à Saint-Cloud, le 26 Juillet 1790.
Registrees en la Cour Supérieure provisoire de Bretagne
le 16 Août 1790.

L OUIS, par la grace de Dieu, & par la Loi constitu-
tionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux
qui ces présentes Lettres verront; SALUT. L'Assemblée Na-
tionale, après avoir entendu son Comité chargé de l'aliéna-
tion des Domaines nationaux, voulant accélérer l'exécution
de la vente ordonnée par ses Décrets des 17 Mars & 14
Mai de la même année, revêtus de nos Lettres Patentes,
les 24 dudit mois de Mars & 17 dudit mois de Mai, en

faveur des Municipalités, jusqu'à la concurrence de Quatre cents millions, hâter le remboursement des Assignats-monnoie, & assurer leur hypothèque par la désignation spéciale des objets sur lesquels elle doit porter, a décrété le 16 Juillet 1790, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

LE Comité chargé de l'aliénation des Domaines nationaux, procédera sans délai, dans les formes prescrites par nos Lettres Patentes du 17, sur le Décret du 14 Mai dernier, & par celles du 3 Juin, sur l'instruction décrétée par l'Assemblée Nationale, le 31 Mai précédent, à la vente aux Municipalités de ceux de ces biens pour lesquels elles ont fait des soumissions, avec désignation spéciale, conformément au modèle annexé à l'instruction ci-dessus mentionnée.

I I.

CELLES des Municipalités qui, ayant adressé des demandes, soit à l'Assemblée Nationale, soit à son Comité, n'ont pas rempli les conditions exigées, seront tenues de faire parvenir au Comité une nouvelle soumission dans les formes prescrites, & ce avant le 15 Septembre prochain, après lequel jour, elles ne pourront plus concourir à l'acquisition des Domaines Nationaux que comme les acquéreurs particuliers, & conformément aux dispositions de l'article XV de nos Lettres Patentes du 25 Juillet présent mois, sur les Décrets des 25, 26 & 29 Juin, & 9 Juillet 1790.

I I I.

LES Municipalités qui n'ont point encore formé de demandes, seront reçues à faire des soumissions dans les mêmes formes & dans le même délai.

LE Comité rendra compte à l'Assemblée Nationale, avant le premier Octobre prochain, des soumissions qu'il aura reçues, pour être statué définitivement par elle sur l'exécution complète de l'aliénation aux Municipalités.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les Présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs. En foi de quoi Nous avons signé & fait contresigner cesdites Présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le sceau de l'Etat. A Saint-Cloud, le vingt-sixième jour du mois de Juiller, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le dix-septième. *Signé* LOUIS. *Plus bas*: Par le Roi, GUIGNARD; & vu au Conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'Etat en cire jaune sur double queue.

EXTRAIT DES REGISTRES
DE LA COUR SUPÉRIEURE PROVISOIRE DE BRETAGNE.

Enregistrées au Greffe de la Cour, lues & publiées à l'Audience publique d'icelle; oui & ce requérant le Doyen des Substituts du Procureur-Général du Roi, pour avoir leur effet & exé-

4
cution suivant la volonté de Sa Majesté: ordonne ladite Cour que
copies collationnées desdites Lettres Patentes, seront, à la diligence
dudit Substitut du Procureur-Général du Roi, envoyées aux
Sièges Présidiaux & Royaux, & autres ressortissans directement
à la Cour, pour, à la diligence des Procureurs du Roi &
Procureurs-Fiscaux auxdits Sièges, y être pareillement lues,
publiées & enregistrées, & que du devoir qu'ils en auront fait,
ils seront tenus de certifier la Cour dans le mois. Fait en la Cour
Supérieure provisoire, à Rennes, le 16 Août 1790.

Signé LOUVEL.

RENNES, chez la veuve de FRANÇOIS VATAR & de BRUTÉ,
Imprimeur de la Cour Supérieure provisoire. 1790.